## APRÈS BOUCHOUAREB ET LES PROCHES DE KHELIL CITÉS DANS LE SCANDALE «PANAMA PAPERS»

# Quels sont les autres Algériens impliqués ?

C'est un monstrueux scandale qui fait passer les révélations des Wikileaks et autres Swissleaks pour de simples puzzles d'enfants. Et pour cause ! Sont impliqués des puissants parmi les puissants de ce monde, des chefs d'Etat, des émirs, des rois, des proches d'hommes politiques, des hommes d'affaires, des sportifs du plus haut niveau, des membres de familles qui font et défont la décision dans d'innombrables pays et même des criminels notoirement connus. Tous ont monté en catimini des entreprises pour échapper à tout contrôle.

Ce sont près de 11,5 millions d'e-mails, d'extraits de comptes bancaires, de courrier et d'autres documents s'étalant sur presque une quarantaine d'années, jusqu'au mois de décembre dernier, ayant trait à des opérations financières pas très nettes, entre transferts d'argent faisant fi de toute réglementation, création de sociétés-écran et d'autres artifices, avec comme objectif d'échapper au fisc. C'est un monumental scandale mis au jour grâce à un lanceur d'alerte, un de ces individus qui pullulent maintenant à travers les Etats de droit pour interpeller les médias ou les autorités afin de signaler un danger ou un scandale touchant la collectivité. Ce lanceur d'alerte, dont l'identité est tenue secrète pour d'évidentes raisons de sécurité, a pris attache avec le journal allemand *Süddeutsch Zeitung* au début de l'année dernière pour lui fournir un tas de fichiers où sont stockées des millions de données sur les affaires que traite un cabinet connu pas pour les meilleures raisons de par le monde, le Mossack Fonseca, domicilié au Panama, un de ces paradis fiscaux qui empoisonnent le monde.

Ce sont donc plus de 11 millions de documents que le journal allemand a reçus, mais devant la compréhensible difficulté de l'œuvre consistant à passer au crible l'énorme documentation, la rédaction du *Süddeutsch Zeitung*, comme l'ont fait d'autres pour élucider des enquêtes transnationales, a requis le précieux concours du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) installé à Washington. Ce sont finalement plus de 100 journaux et près de 400 journalistes à avoir été mobilisés à travers 76 pays pour mener cette gigantesque enquête.

Ainsi, les investigations lancées, à une échelle jamais égalée de toute l'histoire du journalisme, aboutiront au fil de l'année écoulée à mettre au jour les activités parallèles de grandes personnalités de tout bord. Ce sont 140 personnalités dont des chefs d'Etat, des proches de personnalités politiques, du sport, du cinéma, du monde des affaires et même de la grande criminalité à avoir eu recours à des sociétés offshores pour investir dans des affaires non déclarées au fisc, à avoir transféré des sommes inimaginables, blanchi de l'argent et d'autres méfaits encore qui font la mauvaise réputation des cabinets d'affaires installés dans des paradis fiscaux tel que le Panama. Mais, comme le grand quotidien français du soir *Le Monde* le souligne, il ne faudrait pas croire que tous les placements effectués dans les sociétés offshores sont illégaux. Mais, la monumentale enquête a révélé que l'écrasante majorité des affaires montées grâce au cabinet panaméen Mossack Fonseca revêtent un caractère tout ce qu'il y a d'illégal.

Les recherches minutieusement menées pendant des mois, comme le révèle le quotidien français *Le Monde*, un des titres impliqués dans l'investigation, ont permis d'établir l'implication, entre autres, de Mauricio Macri, le Président argentin élu l'année dernière, Sigmundur Gunnlaugsson, le Premier ministre islandais, les anciens Premiers ministres d'Irak, de Jordanie, du Qatar et du Soudan, Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, l'ancien émir du Qatar, Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, le roi d'Arabie Saoudite, ainsi que des proches de Vladimir Poutine, de Li Xiaolin, l'ancien Premier ministre chinois, le père de David Cameron, le Premier ministre britannique et d'autres personnalités encore, tels Mounir Madjidi, le secrétaire particulier du roi du Maroc, ou Alaa Moubarak, le fils de l'ancien président égyptien. Du monde du sport également, ce sont des noms qui laissent sans voix auxquelles les investigations sont arrivées. De Michel Platini, l'homme qui a failli présider la Fifa, à Lionel Messi, le footballeur venu d'un autre monde et dont le nom apparaît dans les documents confondants en juin 2013, soit tout juste après qu'il ait été mis en examen en Espagne pour fraude fiscale, en passant par Juan Pedro Damiani, membre de la commission… d'éthique de la Fifa, ils sont des dizaines de grandes figures désormais démasquées par les journalistes du Consortium des journalistes d'investigation.

**M. Azedine**

## SON NOM FIGURE DANS LE LISTING DES PERSONNALITÉS IMPLIQUÉES

# Abdessalem Bouchouareb, un ministre dans l'œil du cyclone

***Dans le lot des premiers jets des résultats de la grande enquête, dimanche soir, on apprenait déjà que notre ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb, figure en bonne place.***

L'on apprenait ainsi qu'il était, depuis le mois de juillet de l'année dernière, le seul et unique propriétaire de la «Royal Arrival Corp.», une entreprise basée à Panama qu'il gère par le biais de la Compagnie d'étude et de conseil (CEC) dont le siège est au Luxembourg.

La Royal Arrival Corp de notre ministre s'est spécialisée dans le créneau de la représentation commerciale et la négociation, les contrats commerciaux, les travaux publics et le transport maritime et ferroviaire. Une société active en Algérie, en Turquie et en Grande-Bretagne.

Des informations tombées entre les mains des journalistes du Consortium qui reprennent des e-mails partis de la société luxembourgeoise CEC à destination du cabinet Mossack Fonseca, la boîte de Pandore. Il faut noter qu'une source au sein de la CEC, sollicitée par les journalistes enquêteurs, a affirmé qu'il avait été décidé, avec l'accord de Abdessalem Bouchouareb, d'arrêter l'activité de l'entreprise tant que ce dernier était encore ministre.

Dans ses révélations datées d'hier cette fois, le quotidien français du soir apporte d'autres détails. La société appartenant à Abdessalem Bouchouareb a vu le jour il y a exactement une année, c'est-à-dire à un moment où le ministre se démenait dans tous les sens pour occuper la une de l'actualité nationale avec ses réformes destinées à relancer l'industrie algérienne. A travers un e-mail envoyé le 6 avril d'il y a un an à la représentation luxembourgeoise du cabinet Mossack Fonseca, un des hommes forts de la société appartenant à notre ministre rassurait que Abdessalem Bouchouareb était bien «le bénéficiaire effectif de la Royal Arrival Corp». Ceci pour permettre au cabinet panaméen d'avoir une fois pour toutes le cœur net parce qu'il doutait apparemment de notre ministre, d'autant que le nom de ce dernier était apparu dans l'affaire Khalifa.

Le même homme fort de l'entreprise luxembourgeoise, un certain G. Feite s'était cru obligé, toujours à travers un e-mail, de garantir que notre ministre était en réalité à l'abri du besoin et qu'il n'avait pas réellement besoin d'être ministre de la République. Ce dernier pouvait jouir, affirmait-il, d'un portefeuille d'un montant de 700 000 euros, somme transférée de la Banque internationale du Luxembourg (BIL) vers la filiale suisse de la national bank of Abu Dhabi (NBAD).

Photo :Samir Sid

**Abdessalem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines.**

**A. M.**

# Et revoilà Farid Bédjaoui !

***Le monde des affaires est très grand, mais quand des investigations se mettent en branle, surtout du genre de celle-ci, ce même monde des affaires s'avère finalement petit. Petit au point où un des acteurs principaux du feuilleton des affaires de corruption ayant secoué le pays se retrouve cité.***

Farid Bédjaoui, le très recherché «pion essentiel» de l'affaire Sonatrach 2, a été lui aussi client du cabinet panaméen Mossack Fonseca, révèle *Le Monde* dans son édition d'hier. Ce sont plus d'une quinzaine de sociétés offshores qui ont été créées par le cabinet panaméen pour les besoins de son client, l'inénarrable Farid Bédjaoui, apprend-on de la part du quotidien français. C'est là que rejaillissent des détails déjà mis au jour par la justice italienne dans la fameuse histoire de corruption impliquant des cadres de Sonatrach et la Saipem.

Photo : DR

**Farid Bédjaoui.**

Les révélations du journal *Le Monde* n'ont fait ainsi que confirmer les investigations de la justice italienne. L'une des sociétés offshores, la Pearl Partners basée à Hong Kong en l'occurrence, a été destinataire d'un virement d'un montant de 198 millions de dollars. Une partie de cette somme a été ventilée vers un compte ouvert auprès d'une banque suisse, la même où Réda Hemche, l'ancien chef de cabinet du grand patron de Sonatrach, disposait lui aussi d'un compte approvisionné d'une somme de 1,75 million de dollars entre l'été 2009 et le début de l'année suivante, rapporte *Le Monde* qui mentionne également le nom de Omar Habour, un autre personnage présenté comme étant un proche de l'ex-ministre et P-dg de la Sonatrach, Chakib Khelil.

Habour, selon l'enquête menée par les journalistes membres du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), est le bénéficiaire direct de quatre sociétés montées par le cabinet panaméen, affirme le quotidien français après avoir étudié les documents échangés entre les autorités des îles Vierges et Mossack Fonseca au sujet de certaines sociétés créées entre 2004 et 2010.

Ainsi, grâce à ce monumental scandale, et, par ricochet, c'est le procès pour corruption ouvert en Italie, impliquant la Saipem et des cadres majeurs de Sonatrach qui prend une nouvelle tournure. Et, apparemment, les surprises ne vont pas manquer…

**A. M.**

# La CEC s'explique

***Compte tenu des informations parues dans la presse, nous souhaitons porter à votre connaissance les éclaircissements suivants :***

La Compagnie d'études et de conseil (CEC), mandatée pour agir pour le compte de Monsieur Abdessalem Bouchouareb, confirme qu'elle est à l'initiative de la création de la société Royal Arrival Corp dont la constitution s'est faite en toute transparence et toutes les informations ont été communiquées, y compris ses fonctions actuelles.

La société avait pour objet de reprendre et gérer des biens patrimoniaux existants avant l'entrée en fonction de Monsieur Bouchouareb.

Les autres activités reprises dans les statuts y figurent comme pour tous les statuts des sociétés panaméennes et ne correspondent à aucune volonté d'utilisation de la part de Monsieur Bouchouareb.

Compte tenu de sa situation ministérielle, Monsieur Bouchouareb, en apprenant nos démarches, a immédiatement demandé de geler toute utilisation de cette société et l'ouverture du compte bancaire à la NBAD Genève n'a, de ce fait, pas été concrétisée.

La société n'a donc jamais été active dans aucun pays puisqu'elle n'a pas eu le moindre fonctionnement.

La société n'a eu aucun compte à la NBAD puisque les formalités d'ouverture ont été annulées.

A ce jour, nous vous confirmons que cette société n'a eu aucune activité et ne possède aucun compte bancaire.

Nous vous confirmons que Monsieur Bouchouareb nous a demandé de geler cette société pendant l'exercice de mandats publics.

Nous espérons que notre mise au point sera fidèlement transcrite.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**Guy Feite**